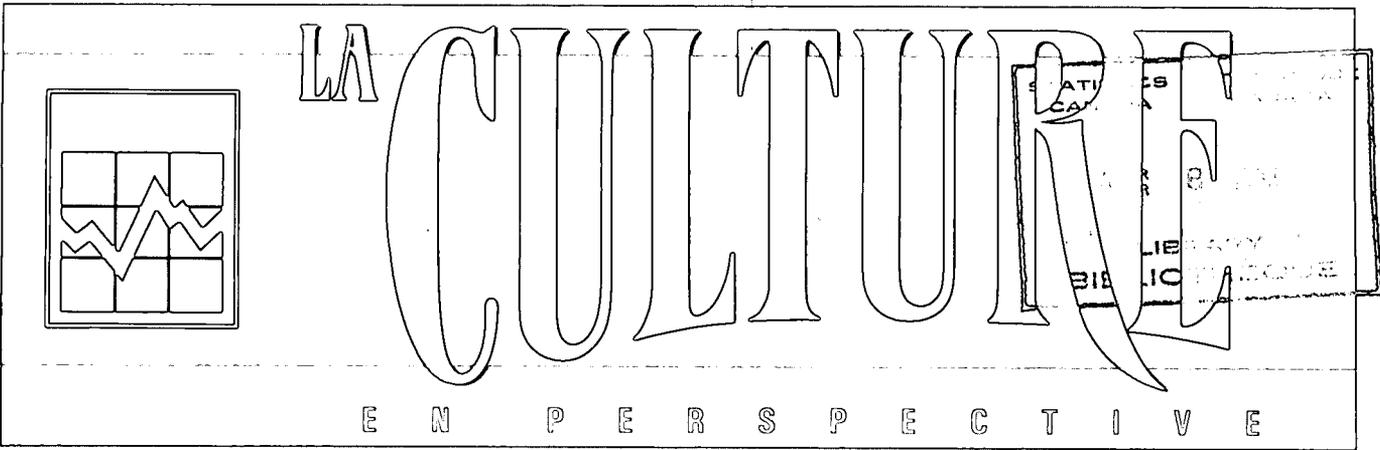


C.3



E N P E R S P E C T I V E

Bulletin trimestriel du Programme de la statistique de la culture

87-004

Printemps 1993

Volume 5, n° 1

Le livre, on l'achète ou on l'emprunte?

Michel Frève, Gestionnaire du projet, *l'Enquête sur l'édition et la diffusion exclusive du livre*

Dans le domaine du livre, comme dans la plupart des secteurs de la culture, beaucoup de chiffres apparentés existent mais ils sont souvent difficiles à juxtaposer. Le but de leur collecte, la limite de leur couverture, ou leur chronologie font que chaque source possède une incompatibilité quelconque. Mais, en s'accommodant d'univers variés, de définitions différentes et de séries temporelles diverses, il est quand même possible de voir si des tendances décelées peuvent être confirmées ou même enrichies.

L'enquête sur les habitudes de lecture des Canadiens menée pour Communications Canada en 1991¹ nous donne l'occasion d'essayer de vérifier certaines de ses conclusions, en particulier l'augmentation de la participation populaire et les sources de lectures, empruntées ou achetées. Les bibliothèques publiques, ont-elles mis plus de livres à la disposition des gens? Est-ce que leurs dépenses d'acquisitions et celles des familles canadiennes pour l'achat de livres concordent avec les chiffres de ventes des maisons d'édition et de diffusion exclusive? S'il y a eu une hausse significative de la lecture, a-t-elle contribué à la mise sur le marché d'un plus grand nombre d'ouvrages publiés au Canada et à la rentabilité des éditeurs? C'est ce que nous verrons en examinant certaines données provenant des enquêtes sur les habitudes de lecture, les bibliothèques publiques, les dépenses des familles et l'édition et la diffusion du livre.

librairie, d'un club de livres ou d'une autre source commerciale de livres neufs. Un autre 12 % disent avoir reçu le dernier en cadeau. Ces chiffres sont semblables à ceux de l'enquête de 1978. Cependant, chez ceux qui déclarent avoir emprunté leur dernier livre, l'écart entre les résultats des deux enquêtes est plus grand. Comme en 1978, trente-sept pour cent des lecteurs disent en 1991 qu'ils ont emprunté le livre. Mais en 1991 un plus grand pourcentage de ces emprunts ont été faits auprès d'une bibliothèque publique (16 % en 1991 et 9 % en 1978). Par ailleurs, le pourcentage des emprunts qui ont été faits auprès d'autres bibliothèques (4 % en 1991 et 7 % en 1978), ou auprès d'un individu (17 % en 1991 et 21 % en 1978) ont diminué.

Ayant tracé, à l'aide du rapport *La lecture et les Canadiens en 1991*, un bref portrait de lecteur, voyons maintenant si à partir d'autres sources de données on peut vérifier et même préciser l'esquisse. Il est évident qu'on ne peut relier directement les dépenses de consommation, les achats et la fréquentation des bibliothèques ou les ventes de livres par les éditeurs aux habitudes de lecture; cependant, il demeure intéressant de voir s'il n'existe pas des tendances qui pourraient les corroborer.

suite p. 2

Les Canadiens lisent-ils plus qu'avant?

La lecture, et les Canadiens en 1991 nous apprend que, comparativement aux chiffres d'une enquête semblable réalisée par Statistique Canada en 1978, le taux de participation à la lecture de livres a augmenté de plus de 20 points de pourcentage. En effet, 84 % des répondants ont déclaré, en 1991, avoir lu pour le loisir au moins un livre au cours des douze mois précédents (63 % en 1978). Quarante-trois pour cent des répondants en 1991 ont déclaré avoir lu plus de dix livres au cours de cette année. Non seulement le nombre de lecteurs a-t-il augmenté de 1978 à 1991, le nombre d'heures consacrées à cette activité est passé de 2,7 à 4,4 heures par semaine.

Les sujets de ces lectures pour le plaisir comprenaient tous les genres, c'est-à-dire la littérature générale, ouvrages de fiction ou non, le livre pratique et celui de référence. Les répondants, dans 46 % des cas, ont déclaré s'être procuré leur dernier livre d'une

Dans ce numéro...

Le livre, on l'achète ou on l'emprunte?	1
La récession : effets mixtes sur les périodiques de consommateurs	3
De la croissance à la modération : les dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture au cours des dix dernières années	4
Quatre décennies en parallèle : Rétrospective des arts d'interprétation au Canada	6
Amateurs de sports!	7
La culture compte	7
Publications et données	7
Indicateurs divers du secteur culturel canadien	8

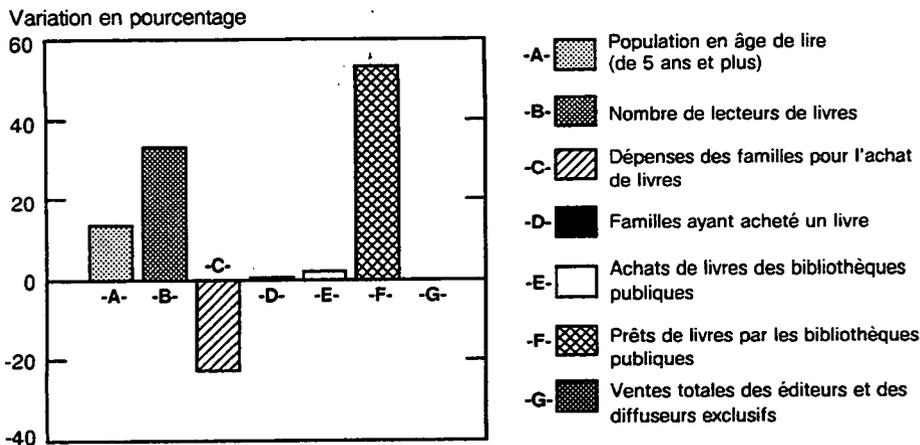
¹ *La lecture et les Canadiens en 1991*, Les Associés de recherche Ekos Inc., Ministre des Approvisionnements et Services Canada, n° de catalogue Co22-113/1992



Statistique Canada
Statistics Canada



Figure 1
Variation de certains indicateurs de la lecture de livres entre 1978 et 1991



(Les ventes et les dépenses sont calculées en dollars constants.)

Moins dans le budget familial pour l'achat de livres

Si, pour débiter, on regardait certains chiffres tirés d'une enquête qui nous renseigne au niveau du consommateur, celle sur les dépenses des familles. On y apprend qu'en 1990, 52,5 % des familles canadiennes ont acheté des livres, une légère augmentation comparé aux 51,8 % de 1978. Leurs dépenses d'achats de livres ont doublé au cours de cette période, passant de 39 \$ à 78 \$, mais lorsque ces chiffres sont pondérés par l'indice des prix du matériel de lecture on note une diminution de 23 %. Même la part de leurs revenus après impôts qu'elles affectent au livre est passé de 0,3 % en 1978 à 0,2 % en 1990 lorsque l'inflation est prise en compte. Vu sous l'angle du total de leurs dépenses, la part que les familles ont alloué à l'achat de livres est de 33 % inférieure en 1990².

Le pourcentage des familles consacrant une partie de leur revenu à l'achat de livres n'ayant pratiquement pas changé entre 1978 et 1990, il faut croire que l'augmentation de la participation notée précédemment provient des emprunteurs.

² L'indice des prix du matériel de lecture a été utilisé pour les conversions en dollars constants pour les chiffres portant sur le livre. L'indice des prix à la consommation a servi pour convertir le revenu et les dépenses totales des familles.

Les bibliothèques publiques: source plus importante de livres

L'enquête de 1991 sur la lecture rapporte que le nombre total de lecteurs de livres avait augmenté de 33 % depuis 1978. Seize pour cent des répondants ont déclaré avoir emprunté des livres d'une bibliothèque publique; c'est sept points de pourcentage de plus qu'en 1978. Pendant ce temps, les bibliothèques publiques rapportaient une augmentation de 53 % de leurs prêts (y inclus les livres et toutes autres genres de prêts), soit de 116 millions en 1978 à 178 millions en 1990. L'augmentation de la population en âge de lire ne peut expliquer à elle seule une telle hausse. En effet la population canadienne de plus de cinq ans n'a augmenté que de 13 % pendant cette période.

Pour satisfaire cette clientèle, les bibliothèques publiques ont ajouté à leurs collections près de vingt millions de livres au cours de ces douze années. Elles ont ainsi vu leurs dépenses d'acquisitions de livres passer de 29 millions de dollars en 1978 à 75 millions en 1990. C'est impressionnant, mais, en dollars constants, il ne s'agit que d'une augmentation totale de moins de 2 % et ce, surtout, grâce aux dépenses des quatre dernières années qui montrent une augmentation annuelle moyenne de 1,7 %.

Les éditeurs et les diffuseurs exclusifs du livre

Espérant que les ventes des éditeurs représentent les tendances du marché total, regardons comment elles se sont comportées durant cette douzaine d'années. On estime les ventes d'ouvrages de littérature générale et de référence publiés au Canada en 1978 à 106 millions de dollars. En 1990, ces ventes s'établissaient à 251 millions. Mais lorsque ces chiffres sont ajustés pour tenir compte de l'inflation on s'aperçoit alors que la valeur réelle des ventes a diminuée de 8 % au cours de cette période. Ce pourcentage aurait été encore plus bas n'eut été de la faible reprise des ventes au cours des quatre dernières années. Mais si on ajoute à ces ventes celles de la distribution exclusive d'ouvrages majoritairement importés, l'image du marché est plus globale et les ventes montrent une hausse réelle de 0,2 % entre 1978 et 1990; elles ont cependant progressé, au cours des huit dernières années, au rythme annuel moyen de 1,9 %.

Les éditeurs ont aussi offert une quantité de nouveaux ouvrages. De 1987 à 1990, ils ont publié chaque année près de 5 000 ouvrages de littérature et de référence, environ 2 000 de plus qu'en 1978. Même si les nouvelles parutions rapportent le plus, la variété d'oeuvres offertes au cours de cette période ne se reflète pas directement dans une augmentation des recettes: au cours de cette période, le revenu moyen des éditeurs par ouvrage offert à leur catalogue a chuté de 32 % pour les livres de littérature générale et de référence.

Le débat va continuer

En tenant compte de l'indice des prix pour la lecture qui, depuis 1983, augmente plus rapidement que celui de la consommation en général, les achats moyens des consommateurs et des établissements ont apparemment peu progressé. C'est ce que nous disent les enquêtes sur les dépenses des familles et des bibliothèques publiques et qui explique la stagnation des ventes de livres au cours des douze dernières années.

Ces résultats laissent supposer que si la lecture est en hausse, ce n'est pas nécessairement attribuable au fait que les lecteurs achètent plus de livres. L'évolution des habitudes de lecture correspond cependant à l'augmentation des emprunts en bibliothèque de livres et d'autres articles de leur fonds. Les résultats de l'enquête sociale générale de 1992, qui devraient sortir à l'été, permettront de mieux faire la lumière sur cette question car l'enquête fournira des données sur les habitudes de lecture et sur la participation quotidienne ou occasionnelle à bon nombre d'autres activités culturelles. □

La récession: effets mixtes sur les périodiques de consommateurs

Fidelis Ifedi, Gestionnaire du projet, l'Enquête sur l'édition du périodique

Les périodiques de consommateurs canadiens ont connu un tirage léthargique depuis quelques années, ce qui témoigne sans doute du manque de confiance des consommateurs dans l'économie. Alors que cette partie de l'industrie de l'édition du périodique affichait une meilleure performance que prévu face à la récession, les résultats ont été mixtes : certains périodiques ont réalisé un profit, d'autres ont eu du mal à atteindre le seuil de rentabilité.

Les acheteurs de magazines s'en ressentent

Reflétant le ralentissement de la demande, les dépenses au titre des périodiques de consommateurs sont demeurées presque les mêmes en 1990-1991 qu'en 1986-1987, en chiffres corrigés de l'inflation. Les dépenses par famille s'établissaient à 57 \$ en 1990-1991, contre 56 \$ en 1986-1987.

Le tirage total annuel par numéro de périodique de consommateurs a décliné pendant deux années de suite, soit de 3 % par rapport à 1989-1990 et de 4 % par rapport à 1988-1989. Cette baisse contraste avec la croissance affichée de 1986-1987 à 1988-1989, lorsque le tirage s'est accru en moyenne de 4,3 % par année. Le tirage moyen annuel par numéro a suivi une tendance similaire, fléchissant de 3 % par rapport à 1989-1990 pour atteindre 28 millions d'exemplaires en 1990-1991; et de 6 % par rapport à 1988-1989 (figure 1).

La diffusion des numéros payés, qui représente 58 % du tirage total des périodiques de consommateurs, a reculé de

3 % par rapport à 1989-1990, principalement en raison d'une baisse de 12 % dans les ventes au numéro, les plus durement touchées par la récession. Ces dernières forment le sixième de la diffusion des numéros payés.

Le tirage des abonnements est demeuré assez stable, ne déclinant que légèrement (moins de 1 %) en 1990-1991 par rapport à un an plus tôt. Les abonnements aux périodiques d'affaires ont toutefois diminué de 4 %. Pour l'ensemble des périodiques canadiens, le tirage des abonnements en 1990-1991 était presque au même niveau (19 millions d'exemplaires par numéro) que l'année précédente.

Les éditeurs de périodiques aux prises avec la baisse de revenus

D'autres indicateurs clés, surtout ceux des revenus et de l'emploi, révèlent aussi une mauvaise performance. Le total des revenus des périodiques de consommateurs a régressé de 7 % en 1990-1991 par rapport à 1989-1990, sous l'effet des baisses du tirage et des ventes de publicité (figure 2). Les revenus du tirage (ventes au numéro et ventes par abonnement) ont diminué de 9 %; et les ventes de publicité, de 5 % par rapport à 1989-1990. Les revenus d'autres sources non reliées directement aux opérations courantes ont dégringolé de 20 %.

Adaptations à la récession

Malgré l'insuffisance des revenus, les périodiques de consommateurs ont affiché une hausse de profits, soit 1,5 % du total

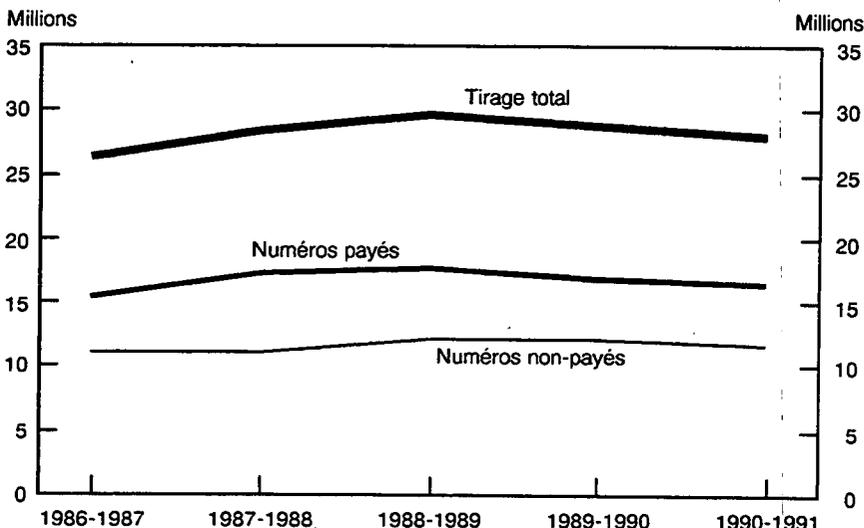
des revenus en 1990-1991, mais ce n'était qu'environ la moitié des niveaux enregistrés en 1989-1990. Les éditeurs de périodiques ont réalisé un profit seulement au moyen de coupures générales dans presque tous les postes de dépenses. Les coûts les plus touchés étaient ceux du marketing et de la promotion, en baisse de 35 % en 1990-1991 par rapport à l'année précédente. Suivaient les coûts des services d'abonnement et de facturation (-13 %) et ceux de la production et de l'impression (-7 %). Ces compressions de dépenses ont permis d'accroître l'efficacité dans la production des périodiques de consommateurs et de faire régresser de 3 % le coût du numéro par rapport à 1989-1990. Il s'agissait de la première baisse en cinq ans et du coût unitaire le plus bas depuis trois ans.

D'autres adaptations à la récession s'observent en ce qui concerne les périodiques de consommateurs. Les textes et les illustrations ont été produits plus souvent par des sources externes en 1990-1991 que par les années précédentes. En 1988-1989, ils provenaient à 53 % de sources externes et en 1990-1991, ce taux a atteint 56 %, un sommet inégalé. En outre, les éditeurs ont consacré 18 % de plus aux honoraires de professionnels externes en 1990-1991 qu'un an auparavant. Comme on pouvait s'y attendre, le nombre d'employés a diminué de 2 % chez ceux à temps plein et de 8 % chez ceux à temps partiel.

Une autre adaptation s'observe dans le nombre de pages publiées. Il y en avait 10 % de moins qu'un an plus tôt, ce qui s'inscrit en parallèle avec la diminution des ventes de publicité. Dans les périodiques de consommateurs, le nombre de pages de matériel publicitaire est tombé de 9 % pour se fixer à 10 728 en 1990-1991. Le nombre de pages de matériel rédactionnel était aussi en baisse, reculant de 8 % par rapport à 1989-1990.

suite p. 4

Figure 1
Tirage par numéro des périodiques de consommateurs, 1986-1987 à 1990-1991



Que sont les périodiques de consommateurs?

L'expression englobe les magazines d'intérêt général tels que *Maclean's* et *L'Actualité*, qui visent une large part du marché; ainsi que les magazines d'intérêt spécialisé tels que *Hockey News* et *age d'Or Vie Nouvelle*. Ces deux types de magazines tentent de renseigner ou de divertir le lecteur. L'Enquête sur l'édition du périodique porte aussi sur les périodiques d'affaires ou professionnels, les périodiques agricoles, les périodiques religieux et les revues savantes.

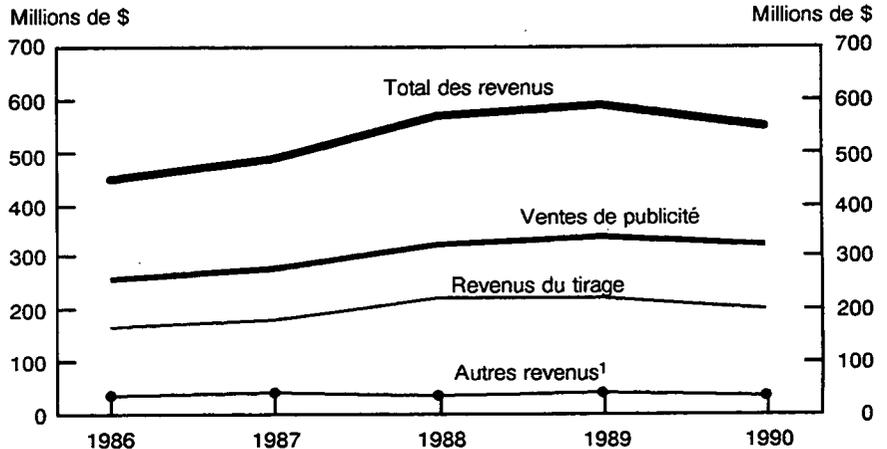
Résultats mixtes

Pour certains périodiques, la compression des dépenses et d'autres adaptations à la récession n'ont pas suffi pour éviter les pertes de revenus. Des 618 périodiques de consommateurs publiés au pays, environ la moitié (49 %) ont affiché des pertes en 1990-1991, 5 % ont atteint le seuil de rentabilité et 46 % ont réalisé des profits.

Si l'essentiel se résume à la rentabilité, on constate que les résultats sont mixtes. En poussant l'analyse des données, on note que pour les périodiques bien portants en 1990-1991, la part des profits se situait en moyenne à 11 % du total des revenus. Pour ceux qui étaient déficitaires, la perte s'établissait en moyenne à 20 % du total des revenus. Le niveau global des profits affichés par les périodiques de consommateurs s'est fixé à 9,3 millions de dollars en 1990-1991. Ce niveau dépassait les prévisions, même s'il était moins de la moitié de celui enregistré en 1989-1990. □

Figure 2

Revenus tirés des périodiques de consommateurs, 1986-1987 à 1990-1991



¹ Englobent les numéros antérieurs et les réimpressions; les subventions des pouvoirs publics; les transferts de services centraux ou d'organismes affiliés; les frais de cotisation; la vente de listes d'expédition; etc.

De la croissance à la modération : les dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture au cours des dix dernières années

Norman Verma, Gestionnaire du projet, l'Enquête sur les dépenses publiques au titre de la culture

Les dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture ont augmenté de 74 % au cours des dix dernières années, passant de 1,7 milliards de dollars en 1981-1982 à 2,9 milliards en 1990-1991. Toutefois, en raison de l'inflation, cette hausse est réduite et atteint environ 12 %. Dans la deuxième moitié de la décennie, le taux de croissance des dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture a été plus lent qu'au cours de la première moitié et, en 1990-1991, il a en fait diminué de 5 %.

Le présent document porte sur l'évolution, au cours de la décennie, de l'aide financière accordée par l'administration fédérale au titre de la culture selon les diverses catégories de dépenses et les divers secteurs culturels. Tous les taux de croissance dont il est question en l'occurrence sont corrigés de l'inflation.

Types de dépenses au titre de la culture

Tous les types de dépenses au titre de la culture, qu'il s'agisse des dépenses de fonctionnement, des subventions et contributions ou des dépenses d'investissement, ont augmenté dans la première partie des années 1980, les subventions et contributions étant celui de ces trois secteurs où la croissance a été la plus rapide.

Au cours de la décennie, les quatre cinquièmes environ du budget global de l'administration fédérale au titre de la culture

étaient en moyenne consacrés aux **dépenses de fonctionnement**, ce qui en faisait la catégorie de dépenses la plus importante, et de loin. En 1990-1991, celle-ci se fixait à 2,2 milliards de dollars. Après avoir atteint un sommet en 1984-1985, les dépenses de fonctionnement ont reculé de 5 % en 1985-1986, en raison surtout de la baisse des dépenses au titre de la radio-diffusion et télédiffusion. Elles ont à nouveau augmenté dans la dernière partie de la décennie mais, en 1990-1991, elles n'avaient pas égalé les niveaux de 1984-1985.

Les **subventions et contributions** aux artistes et aux organismes culturels représentaient, en 1990-1991, environ 14 % du budget global au titre de la culture, soit 416 millions de dollars. Bien qu'il s'agisse d'une catégorie de dépenses relativement faible, son taux de croissance est supérieur à celui des autres catégories car il s'établit à 61 % pour la période allant de 1981-1982 à 1986-1987. La majeure partie de cette croissance découle de la forte hausse du soutien accordé à Téléfilm Canada pour stimuler la production de films destinés à la télévision ou à des salles commerciales. Les subventions et contributions ont augmenté plus lentement au cours des trois années qui ont suivi et elles ont en fait diminué de 3 % en 1990-1991.

Pour ce qui est des dépenses au titre des **projets d'investissement**, qui constituent la troisième catégorie de dépenses, on

constate des variations d'une année à l'autre, s'établissant en moyenne à environ 10 % du budget de l'administration fédérale au titre de la culture. Comme pour les autres formes de soutien, les dépenses d'investissement se sont accrues au début de la décennie, soit de 16 % pour la période allant de 1981-1982 à 1984-1985. Par ailleurs, on a constaté pendant la deuxième partie de la décennie des variations considérables des dépenses d'investissement : celles-ci ont en effet diminué de 18 % en 1985-1986, mais ont à nouveau augmenté de 47 % au cours des quatre années qui ont suivi. Finalement, les dépenses d'investissement ont subi un recul considérable de 34 % en 1990-1991. En 1990-1991, elles ont atteint un total de 242 millions de dollars. Les nouveaux projets, notamment la construction du Musée canadien des civilisations, de même que le financement d'immobilisation au titre de la radiodiffusion et télédiffusion et de la construction et de l'expansion des parcs et lieux historiques, sont intervenus pour la plupart de ces variations.

Soutien du secteur culturel

En 1990-1991, la plus importante branche d'activité du secteur culturel, soit la **radio-diffusion et télédiffusion**, a absorbé 1,5 milliards de dollars, ce qui représente environ 50 % de l'ensemble des dépenses de l'administration fédérale, cette proportion

suite p. 5

étant demeurée à peu près stable depuis 1981-1982. Pendant la majeure partie de la décennie, les dépenses au titre de la radiodiffusion et télédiffusion ont augmenté, à l'exception de la baisse de 9 % enregistrée en 1985-1986. Comme dans le cas des autres secteurs culturels, on a constaté, en 1990-1991, des réductions des dépenses au titre de la culture, soit 3 % dans le cas de la radiodiffusion et télédiffusion.

Le secteur qui vient au deuxième rang par ordre d'importance est celui des dépenses au titre du **patrimoine** (y compris les musées, les lieux historiques et les parcs naturels). En 1990-1991, l'administration fédérale y a consacré au total 648 millions de dollars, ce qui représente bien plus qu'un cinquième de ses dépenses au titre de la culture. Dans ce secteur, les dépenses ont été assez stables pour la période allant de 1981-1982 à 1985-1986. Au cours des trois années qui ont suivi, elles ont augmenté de 22 % en raison d'importants travaux de construction. De 1989-1990 à 1990-1991, on a constaté un recul de 4 % de ces dépenses, les travaux signalés étant presque terminés.

Les dépenses de l'administration fédérale au titre des industries culturelles autres que la radiodiffusion et télédiffusion (**édition de livres et de périodiques, films et vidéos, enregistrement sonore**) se fixaient à 496 millions de dollars, soit 17 % du budget global de l'administration fédérale au titre de la culture en 1990-1991. Dans ces secteurs, les dépenses ont augmenté de 30 % pour la période allant de 1981-1982 à 1988-1989, et elles ont ensuite diminué de 2 % en 1989-1990 et de 12 % en 1990-1991, en raison des réductions du tarif postal préférentiel qui ont fait baisser les taux d'affranchissement des livres, périodiques et journaux.

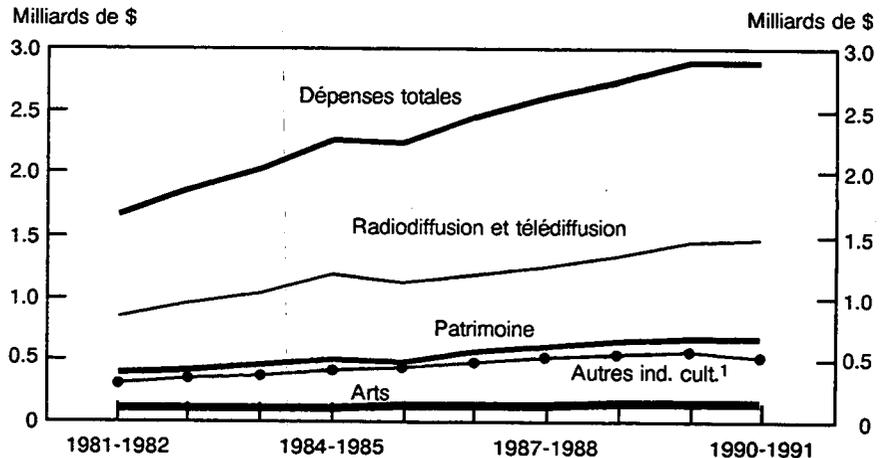
Les dépenses de l'administration fédérale au titre des **arts**, y compris les arts d'interprétation, les arts visuels et l'artisanat et l'enseignement des arts, ont atteint au total \$129 millions en 1990-1991, ce qui en fait la plus petite catégorie avec seulement 5 % des dépenses globales de l'administration fédérale au titre de la culture. Pendant la période s'étendant de 1981-1982 à 1989-1990, les dépenses au titre des arts ont augmenté de 21 %. Toutefois, en 1990-1991, on a constaté une baisse de 12 % par rapport à l'année précédente, attribuable surtout au recul de l'aide financière aux troupes d'arts d'interprétation.

De la croissance à la modération

L'étude des données fédérales pour les dix dernières années révèle que, en général, le taux de croissance des dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture a subi un ralentissement. En 1990-1991, les dépenses, après déflation, ont en fait reculé par rapport à l'année précédente. Il se peut que la collectivité culturelle doive faire face à des diminutions plus importantes de

Figure 1

Dépenses de l'administration fédérale dans les principaux secteurs culturels, 1981-1982 à 1990-1991



¹ Les autres industries culturelles comprennent le film et la vidéo, l'enregistrement sonore, et l'édition.

l'aide que leur consacrera désormais l'administration fédérale, en particulier à la suite de la réduction de 10 % des subventions et contributions au titre des dépenses culturelles en 1993-1994 et 1994-1995, annoncée par le ministre des Finances, le 2 décembre 1992¹. □

¹ *Exposé économique et financier, prononcé à la Chambre des communes par l'honorable Don Mazankowski, Ministre des Finances, le 2 décembre, 1992.*

Définition des dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture

On compte trois catégories principales de dépenses au titre de la culture : (1) les dépenses de fonctionnement, (2) les dépenses d'investissement, et (3) les subventions et contributions. Font partie des dépenses de fonctionnement les coûts de fonctionnement des ministères et organismes culturels, notamment la Société Radio-Canada, les musées nationaux, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et le Conseil des arts du Canada. Les dépenses d'investissement sont liées à la construction et à l'acquisition d'immeubles, de machines, de matériel et de terrains. Les subventions et contributions représentent l'aide financière accordée aux artistes et aux organismes du secteur culturel aux fins d'activités ou de projets d'investissement. Les dépenses de l'administration fédérale au titre de la culture sont principalement financées par la voie de crédits parlementaires, mais également grâce à d'autres sources, notamment les recettes de publicité (exemple : Société Radio-Canada) et les réinvestissements (exemple : Téléfilm Canada).

La culture en perspective (n° 87-004 au catalogue) ISSN 0843-7548 est une publication trimestrielle autorisée par le Ministre responsable de Statistique Canada c Ministre de l'Industrie, des sciences et de la technologie, 1993.

Rédactrice: Claire McCaughey, (613) 951-1562

Abonnements: Canada: 6,25 \$ l'exemplaire, 25 \$ par année. Etats-Unis: 7,50 \$ US l'exemplaire, 30 \$ US par année. Autres pays: 8,75 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année. Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada).

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.



Quatre décennies en parallèle: Rétrospective des arts d'interprétation au Canada

Joanna Warwick, chef, Communications avec les clients, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme

Claire McCaughey, rédactrice en chef, *La culture en perspective*

On compte de nos jours, tant dans les grandes que dans les petites villes du Canada, des centaines de compagnies d'arts d'interprétation professionnelles qui fournissent directement de l'emploi, à plein temps ou à temps partiel, à plus de 25 000 Canadiens. Dans le secteur des organismes sans but lucratif, 226 compagnies de théâtre, 100 orchestres et autres ensembles de musique, 54 compagnies de ballet et de danse moderne et 15 compagnies d'opéra sont visées par les enquêtes de Statistique Canada.

Scènes d'autrefois

Cette situation est bien différente de celle qui régnait il y a quatre décennies! Le rapport de 1951 de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada révèle que les amateurs étaient fort dynamiques dans le domaine des arts d'interprétation mais que l'activité professionnelle était confinée à quelques centres importants, les débouchés des artistes canadiens étant limités. Le rapport précise en substance qu'à cette époque, les plus petits centres "dépendaient dans une large mesure de la radio et des projections animées, ce qui ne remplace pas convenablement le concertiste ou la représentation dramatique".

En outre, ces quelques compagnies et artistes professionnels devaient faire face à d'énormes défis. Il n'existait, par exemple, que quatre orchestres qui "pouvaient inscrire à leur répertoire des oeuvres symphoniques plus sérieuses et plus complexes". Ces quatre orchestres étaient tous confrontés à des difficultés financières "plus ou moins sérieuses qui pourraient facilement s'aggraver s'ils se risquaient à inscrire à leur répertoire un nombre excessif, de l'avis de leur auditoire, d'oeuvres modernes". La Commission signale qu'un "si petit nombre de gens ont assisté au concert de musique canadienne offert par la Toronto Symphony Orchestra en janvier 1948, et ce même si celui-ci avait fait l'objet d'une publicité suffisante, que ce dernier s'était soldé par un déficit de presque \$ 3 000". En outre, il souligne que, "manifestement, aucun orchestre ne peut prendre ce risque sans bénéficier d'une certaine forme de garantie ou de subvention".

En 1951, la Commission royale d'enquête en avait long à dire sur le rôle crucial de la Société Radio-Canada dans la vie artistique du pays. "La compagnie d'opéra de la S.R.-C., qui bénéficiait des ressources et des installations de l'école d'opéra du Royal Conservatory of Music of Toronto, a soulevé beaucoup d'enthousiasme au Canada..." Les festivals ont également

joué un rôle déterminant au plan de l'avancement des arts d'interprétation: "La Société des festivals de Montréal, au service des musiciens canadiens et de la vie musicale au pays depuis 15 ans, témoigne de la demande d'opéra au Canada et de la capacité des Canadiens à la satisfaire".

En dépit de son apparition tardive sur la scène des arts au Canada, le ballet a remporté un succès instantané. Il semble que les Canadiens commençaient à "s'apercevoir que l'ancienne maxime qui voulait qu'un homme sobre ne danse jamais (no sober man ever dances) n'était pas vraie". En 1939, il y avait au Canada trois compagnies de ballet. En 1951, on en comptait au moins vingt, disséminées un peu partout d'Halifax à Vancouver. En novembre 1950, au troisième Festival de ballet canadien tenu à Montréal, quinze compagnies canadiennes ont présenté vingt-trois ballets canadiens originaux. Toutefois, les compagnies de ballet devaient faire face "au coût écrasant des déplacements compte tenu des énormes distances", de même qu'à la pénurie de professeurs compétents et à l'absence d'une école de formation avancée.

Vers la fin des années 1940, le théâtre était "limité aux visites sporadiques de compagnies étrangères dans quatre ou cinq villes, aux efforts louables mais forcés et mal soutenus de nos quelques centres dramatiques et aux compagnies d'amateurs qui ont surmonté de nombreux obstacles et accompli un travail remarquable, en grande partie pour leur propre plaisir." La Commission a fait remarquer qu'il ne manquait pas d'artistes canadiens de talent dans le domaine des arts dramatiques mais que ces derniers n'avaient que peu d'encouragement et qu'ils n'avaient pas d'autres débouchés que la Société Radio-Canada. Il n'y avait pas d'école de théâtre et les jeunes acteurs, producteurs et techniciens talentueux qui devaient quitter le pays pour faire leurs études n'y revenaient que rarement.

De l'amateurisme au professionnalisme

Dans le domaine des arts d'interprétation, c'est au cours des deux décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale que le statut professionnel a finalement pris son essor. À cet essor, la création du Conseil des arts du Canada en 1957 a joué un rôle important. Dans son rapport annuel de 1967, le Conseil décrit la façon dont les compagnies professionnelles canadiennes faisaient leur marque sur la scène internationale. De 1957 à 1967, le nombre de personnes qui ont assisté à des spectacles d'art dramatique a plus que doublé. Grâce à l'enquête de Statistique Canada sur les

arts d'interprétation, nous pouvons mesurer la croissance du nombre de spectateurs depuis cette époque. En 1967, les compagnies professionnelles ont déclaré 2,7 millions de spectateurs. En 1990-1991, le nombre de spectateurs avait atteint 13,5 millions, soit une augmentation cinq fois supérieure pour une période de 25 ans.

De nos jours, bien que les compagnies éprouvent encore des difficultés financières permanentes (les déficits annuels totalisent presque 8 millions de dollars en 1990-1991), le financement du secteur privé et des trois paliers d'administration a permis de créer un environnement remarquablement différent pour ce qui est des arts d'interprétation. Grâce à ce financement, les compagnies peuvent entreprendre un plus grand nombre d'activités, y compris la création et la représentation d'oeuvres d'artistes canadiens. En 1990-1991, les compagnies d'arts d'interprétation ont reçu 125 millions de dollars aux titres des subventions accordées par les trois paliers d'administration, et environ 59 millions provenant de sources privées, y compris des entreprises, des fondations et des particuliers.

Maintien de l'équilibre

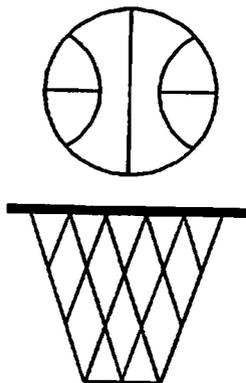
Mais l'autre portion de l'équation est tout aussi importante. Les recettes au guichet et autres recettes gagnées sont intervenues pour 189 millions de dollars en 1990-1991, soit 51 % des recettes des compagnies d'arts d'interprétation. Il y a 25 ans, le Conseil des arts du Canada insistait sur le fait que l'évolution des arts d'interprétation devait prendre en compte le public qui achète des billets. Mesurée en fonction du nombre de spectacles, la hausse de l'activité dans le secteur des arts d'interprétation est neuf fois supérieure en 1990-1991 à ce qu'elle était en 1967. Les compagnies professionnelles sont dix fois plus nombreuses, leur nombre étant passé de 33 à 395. Quarante-deux pour cent d'entre elles sont de petites compagnies.

Bien que le nombre de spectateurs ait augmenté plus lentement que celui des spectacles ou des compagnies, il s'est toutefois accru assez rapidement pour faire en sorte que les arts d'interprétation puissent préserver l'équilibre entre la croissance des recettes au guichet et les subventions gouvernementales dont le Conseil des arts avait parlé il y a vingt-cinq ans. En 1967, les recettes gagnées représentaient 55 % des recettes globales des compagnies d'arts d'interprétation. De nos jours, bien qu'elles soient inférieures, celles-ci figurent tout de même pour plus de la moitié des recettes globales. □

Amateurs de sports!

Saviez-vous que 17 musées des sports ou temples de la renommée canadiens ont attiré plus de 660 000 visiteurs en 1990-1991? Les férus de sports ont également pu visiter, dans d'autres musées, des expositions consacrées aux sports, notamment celle intitulée "Let's Play Ball!" présentée au Musée royal de l'Ontario au printemps 1989.

Pour obtenir un complément d'information à ce sujet ou d'autres renseignements tirés de l'Enquête sur les établissements du patrimoine, communiquer avec Erika Dugas au (613) 951-1568. □



La culture compte

Un bulletin rédigé par le Projet sur la population active du secteur culturel, intitulé *La culture compte*, vient de paraître. Ce projet a été lancé par Statistique Canada sous le parrainage d'Emploi et Immigration Canada afin d'obtenir des renseignements de base sur les artistes et les autres travailleurs du secteur culturel : leur situation d'activité et les tendances de cette situation, leur formation, leur situation financière et leurs caractéristiques démographiques. Le bulletin a été conçu afin que les personnes intéressées puissent être tenues au courant des développements du projet. Plus que 2 000 membres de la collectivité culturelle ont déjà demandé des renseignements sur le projet. Si vous désirez recevoir ce bulletin ou obtenir d'autres informations sur le projet, composez le 1-800-661-2100. □

Publications

	Prix au Canada
Nouvelles	
87-202 L'enregistrement sonore, 1990-1991	22 \$
87-204 Le film et la vidéo, 1990-1991	22 \$
87-205 Les bibliothèques publiques, 1990-1991	30 \$
87-206 Dépenses publiques au titre de la culture, 1990-1991	17 \$
87-207 Les établissements du patrimoine, 1990-1991	30 \$
87-208 L'écoute de la télévision, 1991	26 \$
87-209 Les arts d'interprétation, 1990-1991	30 \$
87-210 L'édition du livre, 1990-1991	17 \$
Toujours disponible	
87-203 L'édition du périodique, 1990-1991	17 \$
87-517 Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1982-1983 à 1986-1987	35 \$
87-001 Vol. 15, No. 1, Dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990	4.90 \$
87-001 Vol. 15, No. 2, Les arts d'interprétation, 1989-1990	4.90 \$
87-001 Vol. 14, No. 1, La spécialisation: une caractéristique de l'édition du livre	4.90 \$
87-001 Vol. 14, No. 4 L'édition du périodique, 1988-1989 dans une perspective historique	4.90 \$

Pour commander des publications composez sans frais le 1-800-267-6677.

Dernières données disponibles

Enregistrement sonore: 1991-1992
Radio et télévision: 1992
Autres enquêtes: 1990-1991

Renseignez-vous...

Nous espérons que vous jugerez ce bulletin instructif et utile. S'il vous plaît nous ferez part par écrit, par téléphone ou par télécopieur de vos observations.

La rédactrice,
La culture en perspective,
Division de l'éducation, de la culture
et du tourisme,
Statistique Canada,
Immeuble R.H. Coats,
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
(613) 951-1562
(613) 951-9040 (Télécopieur)

Pour plus de renseignements sur les publications, les produits, les totalisations spéciales ou le contenu de certaines enquêtes, veuillez communiquer avec l'une ou l'autre des personnes suivantes:

Directeur-adjoint, Culture Iain McKellar	951-9038
Gestionnaire, Projet sur la population active du secteur culturel Kathryn Williams	951-1517
Données sur les consommateurs de culture Claire McCaughey	951-1562

Section des activités et des institutions culturelles

Chef Roberta Sametz	951-9173
Arts d'interprétation Mary Cromie	951-6864
Établissements du patrimoine Erika Dugas	951-1568
Bibliothèques publiques Norman Verma	951-6863
Dépenses publiques au titre de la culture Norman Verma	951-6863

Section des industries culturelles

Chef Michel Durand	951-1566
Édition et diffusion du livre Michel Frève	951-1563
Édition du périodique Fidelis Ifedi	951-1569
Film et vidéo Marie Lavallée-Farah	951-1571
Enregistrement sonore Judy Reid	951-1544
Radio et télévision John Gordon	951-1565

Indicateurs divers du secteur culturel canadien

Indicateurs	1986-1987	1989-1990	1990-1991	% de variation 1989-1990 à 1990-1991
Impact économique direct				
PIB du secteur culturel (\$ millions)	10,395	13,827	14,669	6,1 %
Part de l'économie du secteur culturel	2,30 %	2,39 %	2,44 %	2,1 %
Main-d'oeuvre du secteur culturel	278,102	298,939	316,951	6,0 %
Dépenses des consommateurs (\$ millions)				
Culture	10,944	..	16,027	..
Récréation	12,887	..	17,278	..
Dépenses gouvernementales au titre de la culture (\$ millions)				
Fédérales	2,451	2,898	2,889	-0,3 %
Provinciales	1,423	1,707	1,785	4,6 %
Ventes (\$ millions)				
Livres (Maisons d'édition et diffuseurs exclusifs)	1,118	1,420	1,476	3,9 %
Périodiques (Ventes d'annonce et du tirage)	724	903	884	-2,1 %
Distribution de films et de vidéos	378	649	695	7,1 %
Enregistrements sonores	277	454	509	12,1 %
Temps d'antenne - télévision	1,198	1,556	1,546	-0,6 %
Temps d'antenne - radiodiffusion	648	764	741	-3,0 %
Abonnements au câble	997	1,521	1,664	9,4 %
Part du marché des produits canadiens (%)				
Livres	..	37,7	39,8	5,6 %
Films et vidéos : Cinéma	5,0	4,3	6,1	41,9 %
Films et vidéos : Divertissement à domicile	7,8	10,2	12,0	17,6 %
Enregistrements sonores	10,1	8,0	10,5	31,3 %
L'écoute de la télévision : programmes canadiennes (%)				
Actualités et affaires publiques - francophones	95,6	96,3	95,5	-1,1%
Actualités et affaires publiques - anglophones	83,2	73,4	70,3	-4,2 %
Comédie - francophones	22,1	20,6	25,2	22,3 %
Comédie - anglophones	1,8	2,8	1,9	-32,1 %
Drame - francophones	31,1	36,0	45,9	27,5 %
Drame - anglophones	5,9	7,0	7,9	12,9 %
Part des recettes totales sous contrôle étranger (%)				
Éditeurs de livres	44,2	40,5	41,1	1,5 %
Distributeurs de films et de vidéos	62,3	60,5	52,5	-13,2 %
Maisons de disques	88,2	84,7	83,2	-1,8 %

Que pensez-vous des **Indicateurs divers du secteur culturel canadien**? Nous avons l'intention de produire une série d'indicateurs sur les industries, les institutions et les activités culturelles. Aimerez-vous voir **Indicateurs divers du secteur culturel canadien** régulièrement dans **La culture en perspective**? S'il vous plaît appelez, écrivez ou envoyez par télécopieur vos commentaires à Claire McCaughey, Rédactrice en chef, **La culture en perspective**, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T8. Téléphone: (613) 951-1562. Télécopieur: (613) 951-9040.